

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

N°01-2023

Note d'orientation

Novembre 2023

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1 Contexte général

Petite économie enclavée au cœur du Sahel Ouest africain francophone, comptant une population d'environ 20 millions d'habitants, le Burkina Faso se caractérise par la taille modeste de son économie, avec un produit intérieur brut (PIB) total d'environ 13 milliards USD, une croissance démographique rapide, et un taux de fécondité parmi les plus élevés du monde (5,3 naissances par femme). C'est également l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un taux de pauvreté extrême de 40 % et un PIB annuel par habitant atteignant à peine 650 USD¹. Malgré l'insécurité terroriste que connaît le pays depuis plus de quatre ans, le Gouvernement du Burkina Faso prévoyait une croissance de 6,3% pour 2020.

Avec l'apparition de la pandémie de Covid-19 par la suite, une prévision de réduction du taux de croissance de plus de quatre points a été envisagée pour l'année 2020, amenant ce taux à 2%, conséquence directe du nouveau coronavirus sur l'économie du Burkina Faso.

Pour atteindre cette prévision, alors que l'activité économique tourne en ce moment au ralenti, il faut protéger le plus possible le tissu économique existant, notamment en évitant les faillites. L'État burkinabè a ainsi mis en place un fonds de 100 milliards de francs CFA, destiné à relancer les entreprises en difficulté et un fonds de solidarité au profit des acteurs du secteur informel (77 milliards de francs CFA).

En marge, l'Ambassade Royale de Danemark et le gouvernement burkinabè ont décidé de la mise en place du fonds agro-alimentaire pour renforcer le secteur à travers le Projet d'appui aux petites et moyennes entreprises agro-alimentaires.

Par ailleurs, le secteur privé burkinabè est principalement composé d'entreprises informelles peu productives. Les entreprises informelles représentent 60 % des emplois non agricoles du secteur privé. Selon les données du 7^{ème} recensement industriel et commercial de 2016, le Burkina Faso compte plus de 99.261 entreprises non agricoles², dont 90.9% sont informelles. Ces entreprises ont tendance à être petites (96,5 % comptent moins de 10 employés et réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 15 millions de francs CFA). Dans tous les secteurs, les entreprises informelles sont quatre fois moins productives que les entreprises formelles.

Les contraintes transversales au développement du secteur privé se résument à un climat des affaires peu propice à l'investissement privé, les difficultés de l'accès au crédit pour les PME,

¹ Source : World Bank ; Diagnostic Secteur Privé Pays ; Juillet 2019

² Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, (ERI-ESI, 2017-2018), Juillet 2019

Le manque de compétences professionnelles, spécialisées et générales, constitue un obstacle majeur au développement du secteur privé, plus important encore, les goulots d'étranglement des secteurs infrastructurels essentiels : l'énergie, le transport et la logistique, sapent tout avantage concurrentiel que le Burkina Faso pourrait détenir.

Dans ces trois domaines, le Burkina Faso est l'un des pays les moins performants au monde et les coûts supplémentaires induits érodent le retour sur investissement escompté ⁽¹⁾.

1.2 Justification

Face à ces constats et défis, le projet vise à soutenir la création de valeur ajoutée locale et la création d'emplois. L'accès à l'investissement privé pour les PME reste un enjeu principal pour ces entreprises. Le projet vise essentiellement l'appui à ces PME dans le secteur de la transformation agroalimentaire pour accéder à des financements privés au sens large (banques, Institutions Microfinance, fonds d'investissement, crédit fournisseur...).

Pour les entreprises informelles, l'accès au crédit reste la principale motivation pour passer au formel (26% des chefs d'UPI (Unité de Production Industrielle) pour le Burkina et 21.5% dans l'ensemble UEMOA³). 43,5% des chefs UPI demandent de l'assistance pour accéder au crédit pour accroître le stock des matières premières. Dans le cadre du FAI 2018-2019, cette assistance a été développée par les facilitateurs des structures privées. Ainsi, l'étude sur les effets des projets FAI montre que les facilitateurs sont appréciés⁴. Il sera donc important de continuer à utiliser les services de facilitateurs performants.

A travers un accès aux investissements privés, le projet vise à soutenir l'emploi dans ces PME et à maintenir des revenus aux producteurs agricoles qui fournissent ces PME de transformation de la matière première : les produits agricoles. Le Burkina Faso doit créer 300 000 emplois par an pour répondre à sa croissance démographique, alors que 90 % de ses travailleurs sont employés dans le secteur informel. La mise en œuvre du projet d'appui conseil aux petites et moyennes entreprises agro-alimentaires 2021-2025 » sera une réponse à cette problématique.

Cette phase du projet constitue la deuxième de l'appui danois au secteur privé agricole après une phase exécutée de 2018 à 2021.

Sa zone d'intervention concernera principalement Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, zone de forte concentration des opérateurs économiques. La situation sécuritaire ne permettra pas d'appuyer les OE qui sont en zone « rouge » où d'autres mécanismes d'appui seront déployés pour ne pas exclure ceux qui s'approvisionnent dans ces zones.

1.3 Objectif du projet

L'objectif du projet est que « Les petits et moyens opérateurs économiques de l'agriculture connaissent une croissance inclusive en termes de chiffre d'affaires et de création d'emplois », contribuant ainsi à la croissance économique du Burkina Faso.

Pour l'atteinte de cet objectif, treize (13) facilitateurs ont ainsi été recrutés pour soumettre des projets d'investissement et de facilitation de marché au profit des opérateurs économiques (OE) existants de petite à moyenne taille.

II. OBJECTIFS ET RESULTATS DE LA MISSION DU PRESTATAIRE

2.1 Objectifs de la mission

L'objectif global

Le prestataire aura comme mission principale l'établissement de la situation de référence des producteurs fournisseurs (PF) et le suivi de ces PF.

Les objectifs spécifiques :

Les objectifs spécifiques visés sont :

- Etablir la situation exacte des PF liés aux OE sélectionnés comprenant leur nombre, le revenu brut d'exploitation, le chiffre d'affaires, les filières ;
- Faire une cartographie des PF avec les coordonnées géographiques ;
- Assurer un suivi périodique (au moins 4 fois / an) des activités d'appui notamment les formations, la mobilisation des crédits au profit des PF ;
- Collecter et traiter les données (sur les activités de renforcement des capacités, les subventions mises à leur disposition, la mobilisation des crédits à leur profits) sur les PF du projet ;
- Elaborer et transmettre périodiquement un rapport sur la situation de ces PF.

2.2 Résultats attendus de la mission

Au terme de la mission il est attendu du consultant :

La situation de référence exacte comprenant leur nombre, le revenu brut d'exploitation, le chiffre d'affaires, les filières des producteurs fournisseurs est établie ; Une cartographie est réalisée sur les producteurs fournisseurs assortis des coordonnées géographiques ; Le suivi des activités des PF est assuré de façon périodique et un rapport est élaboré sur l'état de réalisation des activités de renforcement des capacités, de mobilisation de crédit et de dotation d'équipement.

III. SELECTION DES PRESTATAIRES

4-1 Critères de sélection

Les prestataires seront sélectionnés selon des critères administratifs, techniques et la capacité financière.

La sélection se basera ainsi sur les critères suivants :

1. **Critère administratif** : La structure démontrera qu'elle est en conformité avec la réglementation locale avec des documents en cours de validité. **Ce critère est éliminatoire.**
2. **Critères de capacités techniques** : la structure démontrera sa capacité technique à travers les critères suivants :
 - a. La capacité liée à son personnel : elle présentera les compétences techniques d'au moins trois personnes (employés permanents) les plus impliquées dans le domaine du suivi-évaluation ;
 - b. Les références de 5 projets similaires et les budgets y afférents ;
 - c. La capacité en termes de stratégie de suivi évaluation des actions au profit des producteurs / fournisseurs des opérateurs économiques que le Consultant / prestataire compte développer pour l'atteinte des objectifs de la phase 2 (3 pages maximum) ;
 - d. Les outils utilisés.
3. **Critère de capacités financières** : la structure démontrera sa capacité financière à travers la présentation de son chiffre d'affaires durant les trois (03) dernières années (tout document justifiant le chiffre d'affaires des soumissionnaires (états financiers certifiés, attestations de chiffres d'affaires)).

4-2 Grille de notation

La grille de notation définie pour le présent appel à manifestation d'intérêt est déclinée comme suit :

Critères	Éléments d'appréciation	Points	Observations
Administratif	Déclaration signée	Éliminatoire	
Capacité technique			
Personnel clé N°1	<ul style="list-style-type: none">• Conditions de base– Personnel permanent	15	Bac+ 5 et plus en (planification, économie, statistiques, gestion de projets ou assimilé) : 5 points Très bonne adéquation avec les compétences requises : 5 points

Critères	Eléments d'appréciation	Points	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> – 5 ans d'expérience minimum • Modèle C : Tableau du personnel clé • CV actualisé 		Missions similaires : 5 points
Personnel clé N°2	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de base Personnel permanent – 4 ans d'expérience minimum • Modèle C : Tableau du personnel clé • CV actualisé 	10	Bac+ 3 et plus : 2 points Très bonne adéquation avec les compétences requises : 3 points Plus Missions similaires : 5 points
Personnel clé N°3	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de base – Personnel permanent – 4 ans d'expérience minimum • Modèle C : Tableau du personnel clé • CV actualisé 	5	Bac+ 3 et plus : 1 points Très bonne adéquation avec les compétences requises : 2 points Plus Missions similaires : 2 points
Approche stratégique : Stratégie de suivi-évaluation des PF pour une atteinte des objectifs du FAI 2	Note de 5 pages maximum	15	Compréhension des tâches à réaliser : 5 points Démarche adéquate et adaptée : 5 points Description du rôle des membres de l'équipe : 5
Expérience	Nombre total de référence similaire durant les 5 dernières années	45	5 points / référence
Capacité financière	Chiffre d'affaires durant les 3 dernières années Le CA devrait être au minimum de 15 000 000 FCFA sur les 3 dernières années Tableau C joint	10	
Visite de terrain	Existence d'un bureau physique	(Eliminatoire)	
	Structuration/organisation Existence d'organigramme		

IV. CONTENU DU DOSSIER DE SELECTION

Le dossier de sélection des **prestataires (cabinets, bureau d'étude, groupements de bureaux / cabinets)** contiendra les éléments suivants :

1. Une lettre de candidature à la sélection des consultants / prestataires : format libre, incluant la fiche d'identification (cf. Modèle A : Fiche d'identification) ;
2. Une présentation de la structure (résumé en trois (03) pages maximum) ;
3. Le modèle de déclaration signé (cf. Modèle B : Déclaration) ;
4. Les documents de reconnaissance de la structure (IFU, RCCM, Agréments...) ;
5. Le tableau du personnel clé (cf. Modèle C : Tableau du personnel clé) ;
6. CV du personnel clé actualisé y compris ceux des dirigeants (cf. Modèle D : CV du/des expert(s) proposé(s)) ;
7. Un tableau du chiffre d'affaires des trois derniers exercices (Modèle E : Tableau du chiffre d'affaires) ;
8. Les tableaux des principales références (cf. Modèle F : Tableau des principales références) ;
9. Note méthodologique (5 pages maximum). La note présente la méthodologie et les outils que la structure souhaite utiliser pour le suivi-évaluation des producteurs fournisseurs liés aux projets des opérateurs économiques sélectionnés.
10. ***Une proposition financière pour la réalisation de la mission. Elle comprendra les pièces suivantes***
 - une lettre d'engagement ;
 - le détail des honoraires (unité, nombre, coût unitaire, coût total par ligne budgétaire et montant total de la proposition) ;
 - le détail des autres frais (transport et déplacement, hébergement, restauration, frais de secrétariat, etc.).

I. PRINCIPAUX MODELES DE TABLEAUX ET DECLARATION

Modèle A : Fiche d'identification

Nom complet de la société :	
Adresse complète de la société :	
Numéro d'enregistrement/de taxe :	
Courriel et téléphone de la société :	
Nom du ou des administrateurs de la société :	
Nom, fonction et courriel de la personne à contacter pour cet appel d'offres :	
Coordonnées bancaires de l'entreprise :	

Modèle B : Déclaration

Je soussigné(e)..... en tant que signataire autorisé du soumissionnaire, déclare avoir examiné et accepté sans réserve l'ensemble du contenu du dossier d'appel d'offres et propose de fournir les services demandés sur la base de notre offre technique et de notre offre financière.

Je confirme que je ne me trouve pas dans l'une des situations suivantes, y compris toutes les personnes physiques ou morales qui font partie de l'organe d'administration, de gestion ou de surveillance :

- les activités commerciales sont suspendues, l'entreprise est en faillite, fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, les actifs sont administrés par un liquidateur ou par un tribunal ;
- ne respecte pas ses obligations légales relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale ou ne respecte pas les obligations applicables en matière de droit environnemental, social ou du travail, y compris les normes fondamentales du travail de l'OIT (liberté d'association, libre négociation collective et droit aux conventions collectives ; élimination du travail forcé ; élimination du travail des enfants ; interdiction de la discrimination sur le lieu de travail et principe de l'égalité de rémunération pour un même travail) ;
- s'est rendu coupable d'une faute professionnelle grave en ayant violé les lois ou règlements applicables ou les normes éthiques de la profession à laquelle la personne appartient, y compris, mais sans s'y limiter, la fraude, la corruption ou d'autres infractions pénales ;
- a présenté des déficiences importantes dans le respect des principales obligations dans le cadre de l'exécution d'un contrat qui ont conduit à sa résiliation anticipée ou à l'application de dommages-intérêts liquidés ou d'autres pénalités contractuelles, ou qui ont été découvertes à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes ;
- obtenu ou tenté d'obtenir des informations confidentielles pour obtenir des avantages indus par rapport aux autres soumissionnaires dans le cadre de la procédure d'attribution ;
- conclu des accords de fixation des prix avec d'autres soumissionnaires pour cette procédure d'adjudication.

Je comprends que l'offre peut être rejetée s'il existe une cause probable ou une preuve du contraire et que des preuves documentaires peuvent être demandées à tout moment de la procédure d'adjudication.

Je comprends également que cela peut entraîner l'exclusion d'autres procédures d'appel d'offres.
 Signé pour le soumissionnaire :

Nom :	
Position :	
Date :	
Signature :	

Modèle C : Tableau du personnel clé

N°	Nom de la structure	Nom Prénom personnel clé	Nombre années expériences	Compétences de la personne (cochez les cases correspondantes)					
				Suivi-évaluation	Statistiques	Planification stratégique	Economie	Agronomie	Gestion de projets

(*) **Autres** : gestion des systèmes comptables, élaboration des plans d'affaires, fiscalité, technologie de transformation et accompagnement des PME pour l'obtention de financements bancaires.

Modèle D : CV du/des expert(s) proposé(s)

Veillez fournir le(s) CV du/des expert(s) proposé(s), en indiquant clairement et en faisant référence aux exigences données dans les TDR, en fournissant au moins les informations suivantes :

Nom de famille :

Les prénoms :

Date de naissance :

Nationalité :

Lieu de résidence :

Formation :

Institution	Diplôme obtenu, année

Compétences linguistiques : Indiquez les compétences sur une échelle de 1 à 5 (1 - excellent ; 5 - basique)

Langue	Lecture	S'exprimer	Rédaction

Expérience professionnelle :

Date du - Date du	Localisation	Employeur	Position	Description des tâches

Modèle E : Tableau du chiffre d'affaires

Données financières	2020	2021	2022	Moyenne FCFA
Chiffre d'affaires annuel				

Modèle F : Tableau des principales références (A répéter à chaque référence)

1	Nom du client :	Pays d'exécution :	Durée du contrat (de - à) :	Valeur du contrat en FCFA :
	Description des services/fournitures fournis :			

2	Nom du client :	Pays d'exécution :	Durée du contrat (de - à) :	Valeur du contrat en FCFA :
	Description des services/fournitures fournis :			

II. VISITE DES PRESTATAIRES

Une visite de terrain sera menée par l'équipe d'experts du FAI à l'endroit des prestataires qui seront retenus à l'issu du processus de recrutement, dans le but de connaître la localisation de leur siège et de se rendre compte de leur structuration / organisation.

III. ETAPES DE LA SELECTION

Le tableau ci-dessous donne les différentes étapes de l'évaluation et de la sélection des consultants / prestataires

N°	Désignation	Période
1	Lancement de l'avis à manifestation d'intérêt dans les journaux	20 décembre 2023
3	Date limite de dépôt des dossiers par les soumissionnaires (<i>en ligne</i>)	08 Décembre 2023
4	Analyse des dossiers de candidatures et présélection	10 au 11 janvier 2024
5	Visite terrain des prestataires retenus	16 au 17 janvier 2024
6	Publication des résultats	25 janvier 2024
7	Réunion de cadrage et signature du contrat	30 janvier 2024

IV. MODALITES ET DATE LIMITE DE DEPOT DE MANIFESTATION D'INTERET

Les manifestations d'intérêt des **prestataires (cabinets, bureau d'étude, groupements de bureaux / cabinets)** seront soumises ainsi (*en ligne*) qu'il suit :

- En fichier PDF uniquement de préférence : un fichier PDF pour l'offre technique et un autre fichier PDF pour l'offre financière
- Par transmission électronique aux adresses suivantes : fai@gfa-group.de avec copie à herve.kindu@gfa-group.de
- La date limite de dépôt est le 8 janvier 2024.